

catholiques du Haut-Canada. N'est-ce pas favoriser l'extension du protestantisme dans le Bas-Canada et écraser le catholicisme dans le Haut?

Dans le Bas-Canada, les protestants ont toujours eu la part du lion dans la distribution des octrois pour les écoles, le surintendant actuel, M. Chauveau, a été, on pourrait dire, trop complaisant même pour eux : peut-on en dire autant pour les catholiques du Haut-Canada, toujours en butte au fanatisme, à la haine aveugle et naïve de fanatiques puritains? Le nouveau bill anti-national et anti-catholique a été soumis par M. Langevin. De fait un Langevin seul pouvait jouer ce rôle de Judas.

Ensuite, c'est un grave et important changement au projet des constitutions locales. Dans le principe, il était établi dans ce projet qu'on ne pouvait changer la représentation locale que par les trois-quarts des voix dans les deux Chambres. C'était déjà beaucoup protéger l'élément anglais contre les empiètements peu probables de la race française, mais ce n'était pas assez, paraît-il. Aujourd'hui qu'on voit nos chefs canadiens et nos grands enfants de députés prêts à tout accorder, on devient plus exigeant et voici ce qu'on a obtenu.

Douze comtés sont mis à part pour les races anglaises, et la législature n'y pourra toucher qu'avec le consentement de la majorité des membres de ces comtés. A part ces 12 comtés anglais privilégiés, la simple majorité des membres pourra changer toutes les autres circonscriptions électorales. Inutile de faire des réflexions sur une semblable concession faite par des canadiens aux empiètements successifs et constants des anglais; seulement, si avant de soumettre le projet à l'Angleterre nos membres eux-mêmes, dans le but de favoriser les protestants et les anglais, changent un projet auquel on ne peut toucher quand il s'agit d'un changement favorable aux canadiens et aux catholiques, que sera-ce donc quand l'Angleterre mettra elle-même la main à l'œuvre pour favoriser ses nationaux?

Aussitôt ces constitutions votées, la Chambre ou plutôt nos ministres choisiront entre eux pour passer en Angleterre trois délégués dont un seul canadien, M. Cartier (!).

Pour quiconque connaît les idées d'anglicisation de M. Cartier, pour quiconque a pris note de ses paroles, nul doute que l'intérêt canadien-français ne soit en danger entre les mains d'un tel homme qui reporté tout à l'Angleterre et aux Anglais. Nous ne pouvons nous empêcher de citer quelques phrases de son discours à un banquet à Montréal lors de la convention de Québec.

« La Capitale de l'Angleterre, disait-il, « a tout l'univers pour débiteur, et tout l'univers se rattache à elle et ressent son influence. » Pour ma part, disait-il ailleurs, « je suis fier d'avouer aujourd'hui que la prospérité des deux Canadas est due à l'esprit commercial et aux entreprises de l'élément anglais dans le pays, je n'ai aucune objection à ce qu'il



MCGEE. LANGEVIN. CARTIER.

Position du Ministère

La Session est finie; reposons nous!

CARTIER.—Mon nouveau siège est assez bizarre qu'en penses-tu Langevin?  
 LANGEVIN.—Malheureux, sur une mitre! tu n'y resteras pas longtemps, prends garde. N'est-ce pas Mc Gee?  
 MCGEE.—Roohn! Roohn!

« continue à former l'élément prédominant. » C'est, on l'avouera, s'engager d'avance à ne pas trop encourager nos marchands Canadiens. Il dit encore : « chacun sait que l'Angleterre est une grande nation, qui a fait beaucoup plus peut être qu'aucune autre nation du monde. » &c. Il oubliait la France, ce traître qui a pourtant le ridicule orgueil de se dire le descendant d'un noble français, d'un vaillant capitaine qui n'a jamais eu d'enfants, Jacques-Cartier.

Aujourd'hui cet homme et les autres délégués vont passer en Angleterre pour profiter de la session du nouveau gouvernement anglais, et lui soumettre le projet, suivant la promesse faite secrètement aux provinces du golfe.

Bientôt ils nous reviendront avec le projet soumis à ce singulier arbitrage, et diront leurs amis : Vous avez assez patienté, voici le projet, il faut que vous l'adoptiez, on n'a pas le droit d'y faire de changements, on ne peut briser les changements de l'Angleterre comme on vous l'avait fait croire; aux autres ils diront avec la brutalité et le cynisme du *Journal de Québec* : « nous ne vous devons rien, nous n'attendons rien de vous, nous n'avons rien à vous dire!! »

Ainsi la constitution actuelle qui nous a été imposée, en 1840, par l'Angleterre, est finie, et l'an prochain l'on verra siéger le gouvernement vice-royal de la confédération que nous impose encore notre *gracieuse et bienveillante* mère-patrie.

Non, le passé de nos pères est trop glorieux, trop pur, trop noble pour le livrer ainsi à la haine et au fanatisme anglais; non, les Canadiens ne déshonoreront pas

un drapeau conquis par leurs pères sur tant de champs de bataille, ils ne renieront pas les nobles actions de tant de vaillants pionniers qui passèrent par de si douloureuses épreuves et moururent si héroïquement pour assurer à leurs descendants une place à part au soleil de la liberté américaine, ils ne souffriront pas qu'on leur ôte, pour les laisser en butte aux haines d'ennemis invétérés, leurs lois, leur langue, leur religion.

Au cri d'angoisse de la nationalité canadienne-française, tous, nous nous rappellerions les luttes héroïques de nos ancêtres, nous prendrions notre poste à la place que nous impose l'héritage de gloire, d'honneur et de patriotisme qu'ils nous ont laissé, et nous repousserions, en regardant la France, notre première mère-patrie, toute tentative qui ne serait pour nous que la honte, la dégradation et la mort, et que voudrait encore nous imposer une nationalité étrangère, la nationalité anglaise qui n'a rien à faire avec nous, qui n'a rien de commun avec notre sang, nos aspirations, et nos cœurs.

(A Continuer.)

Le député de Brookville, M. Chambers, a fait, au commencement de la session, un discours très remarquable par les vérités qui y sont exprimées. Il a eu le courage de dire, en pleine chambre, que nous étions impuissants en face des Etats-Unis, que nos organisations lilliputiennes, en vue d'une invasion, étaient supérieurement ridicules, que la force du géant qui nous enserrait de toutes parts était irrésistible.

Ce même député, il y a quelques jours, demandait un enquête sur de certaines